

Droit au logement opposable (DALO)

Bilan de la mise en œuvre

Région Centre-Val de Loire

Le DALO, un droit instauré depuis 2007

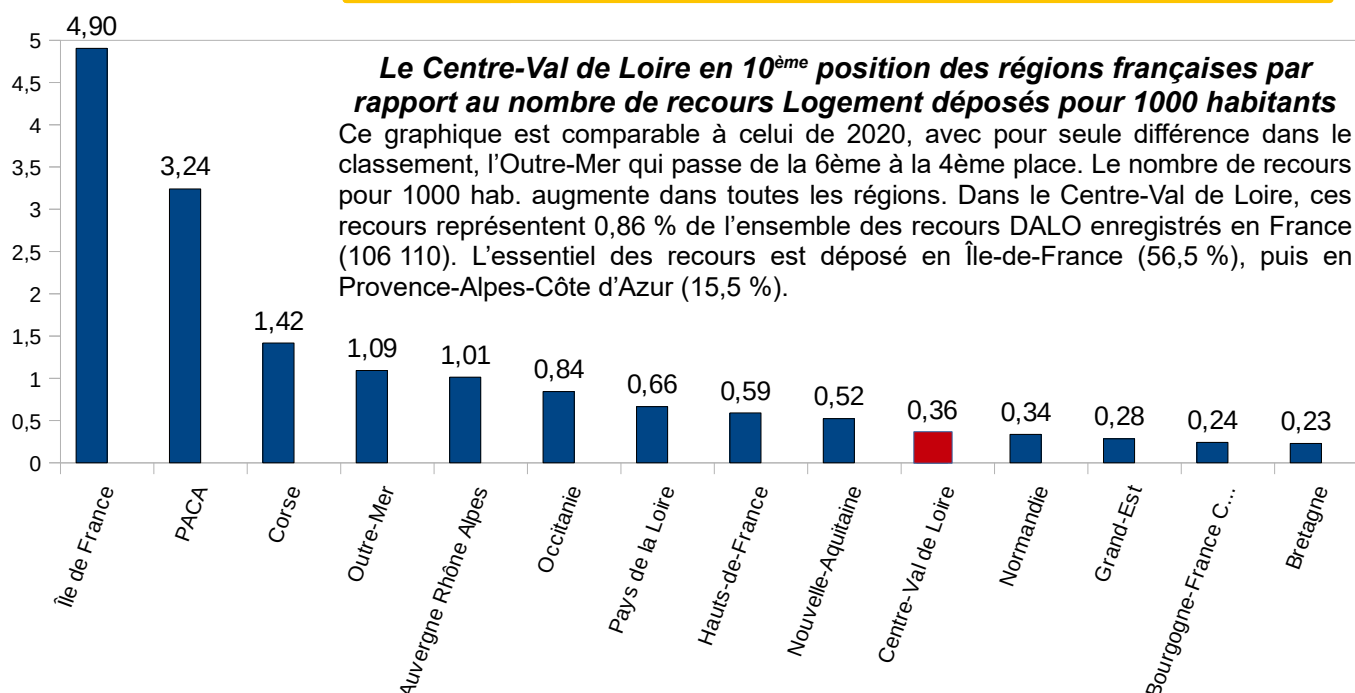
Le droit au logement opposable (DALO) a été instauré par la loi du 5 mars 2007, modifié par la loi du 25 mars 2009. Il vise à garantir le droit au logement à toute personne qui, résidant en France de façon stable et régulière, n'est pas en mesure d'accéder à un logement décent ou à un hébergement (selon le cas) ou de s'y maintenir.

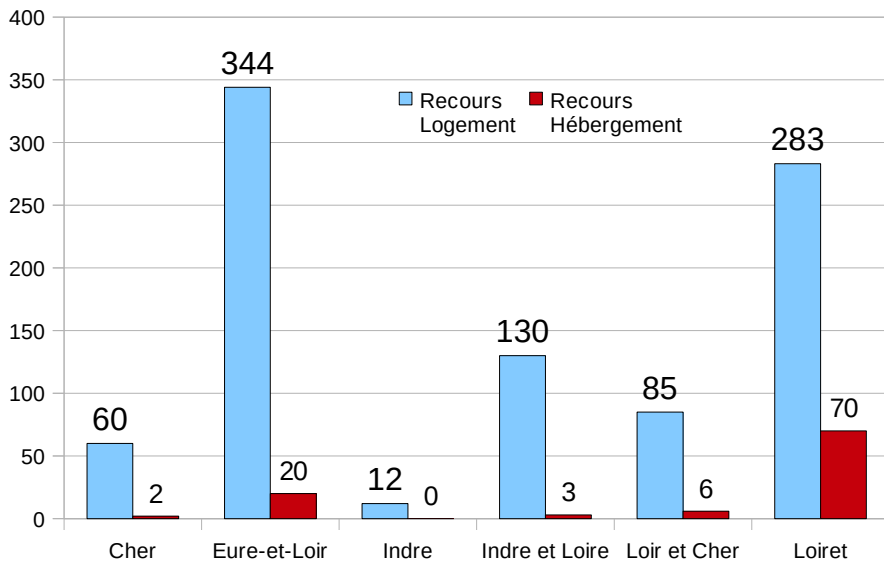
Ce droit est dit « opposable » car le citoyen dispose de voies de recours pour obtenir sa mise en œuvre effective. L'État est garant de ce droit. Le préfet ou la préfète de département mobilise les organismes de logements sociaux ou les structures d'hébergement pour reloger ou héberger les personnes reconnues prioritaires.

Chiffres clés
en région
Centre-Val de Loire

Nombre de recours déposés

914 recours logement déposés
287 décisions favorables des commissions de médiation
270 demandeurs logés ou n'étant plus à reloger
17 demandeurs restant à reloger





Source : DHUP-DREAL Centre-Val de Loire – InfoDALo, INSEE population au 1/1/2021

Les recours déposés essentiellement concentrés dans les secteurs où la demande de logement social est aussi la plus forte.

L'Eure-et-Loir, à lui seul, représente 37,6 % des recours Logement régionaux, soit plus que le Loiret (31 %) et que l'Indre-et-Loire (14,2%), qui ont pourtant plus d'habitants. L'Eure-et-Loir ne représente, en effet, que 17 % de population régionale alors que le Loiret et l'Indre-et-Loire cumulent 50 % de cette population. Le Loiret concentre plus de 69 % des recours Hébergement.

L'Indre-et-Loire connaît un nombre de recours Logement et Hébergement faible par rapport à sa population, en raison des dispositifs de traitement des dossiers en amont mis en place avec tous les acteurs.

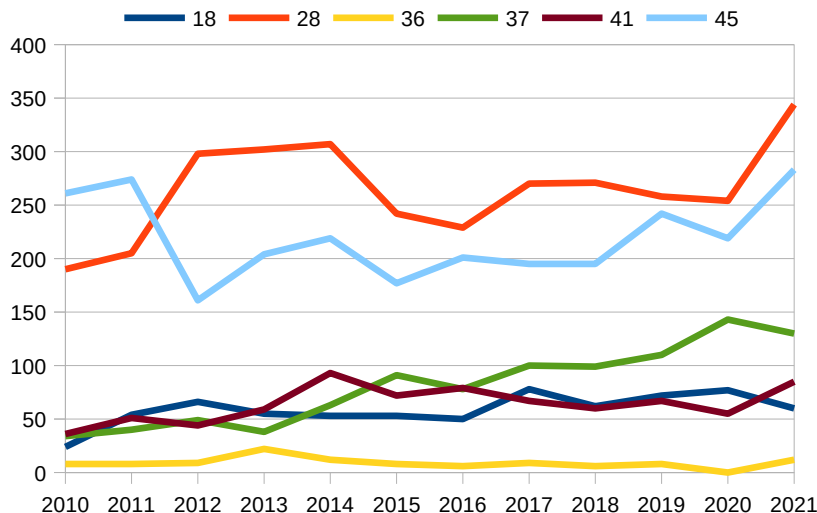
Le nombre de recours Logement déposés en forte hausse pour la région Centre-Val de Loire (748 ↗914).

L'année 2021 dépasse ainsi largement le record historique régional depuis 2010 (757 recours en 2019). On peut faire exactement le même constat au niveau national entre 2019 et 2021 (98 752 ↘90 552 ↗106 110).

Sur la période 2010-2021, trois groupes de départements apparaissent :

- l'Eure-et-Loir et le Loiret avec un nombre de recours déposés qui tend vers 300-350 par an,
- l'Indre-et-Loire avec un nombre de recours augmentant régulièrement jusqu'à approcher les 150 recours par an (143 ↘130),
- le Cher, l'Indre et le Loir-et-Cher avec un nombre de recours sous les 100 recours par an.

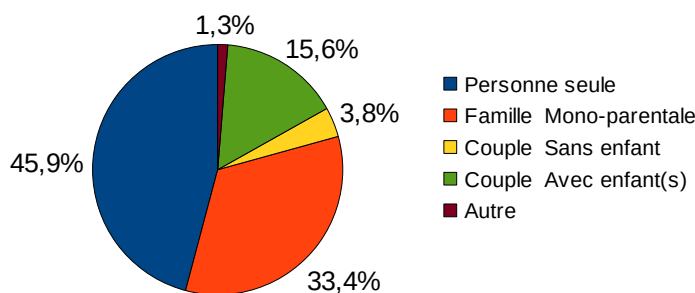
Source : DHUP-DREAL Centre-Val de Loire – InfoDALo



Une grande majorité de personnes seules (43,5% ↗45,9 %). Les autres profils sont en baisse, notamment les couples avec enfants qui perdent 1 point. Les familles mono-parentales sont aussi en baisse (34,1% ↘33,4 %).

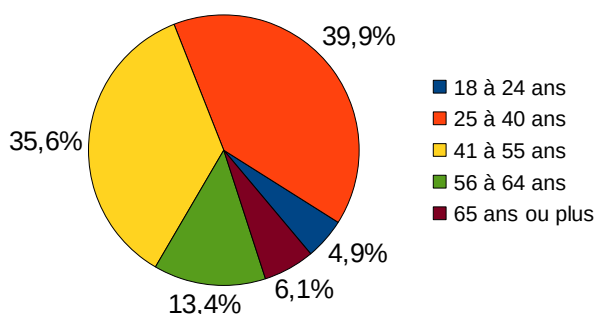
En 2021, plus des trois quarts (77,6 % ↗79,3%) des recours formulés l'ont été par des personnes seules et des familles mono-parentales. Cette tendance est sensiblement la même qu'au niveau national (72,6 % ↗73,3 %), et cela se renforce. Ensuite, les couples avec enfant(s) représentent 15,6 % des recours au niveau régional, et 20,2% au niveau national.

Le profil des requérants



La tranche la plus jeune des actifs sur-représentée

En 2021, les 25-40 ans sont encore la classe d'âge la plus représentée dans les ménages ayant déposé un recours DALO, avec pourtant un chiffre en baisse (41,1 % ↘39,9 %). La hausse du nombre de recours a eu une incidence sur toutes les catégories, cependant cette tranche n'a augmenté que de 20,5 %. La classe des 56-64 ans a augmenté de 28 % et celle des 18-24 ans de 92 %. La part des ménages des plus de 65 ans continue de s'accroître (4 % ↗5,7 % ↗6,1 %) alors que celle des 41-55 ans continue de baisser (39 % ↘37 % ↘35,6 %). **À titre indicatif, au 1er janvier 2021, les 18-24 ans représentent 8,1 % de la population nationale, les 25-40 ans 19,1 %, les 41-55 ans 19,3 %, les 56-64 ans 11,3 %, les 65-74 ans 11,2 % et les 75 et plus 9,5 %.**



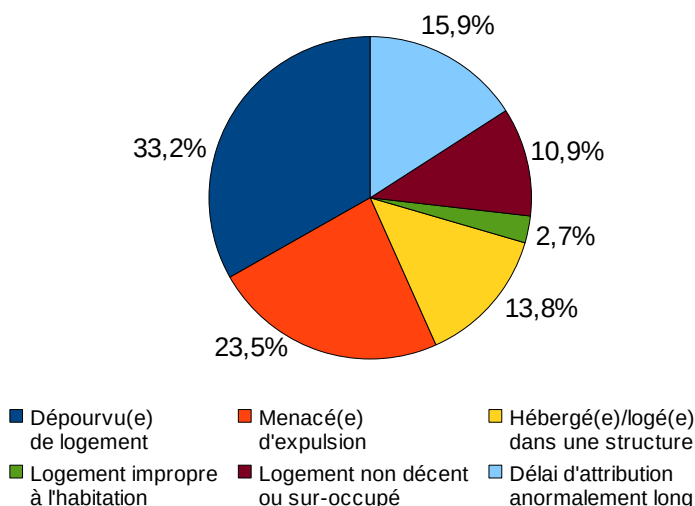
Source : DHUP-DREAL Centre-Val de Loire – InfoDALo, INSEE

L'absence de logement (40 % ↘33,2 %) ou la menace d'expulsion (20,3 % ↗23,5 %) sont les motifs retenus par les commissions de médiation pour 56,7 % des recours, taux en légère baisse par rapport à l'an dernier (60,3 %).

En troisième place, le critère de délai d'attribution (15,9 %) passe devant celui de l'hébergement ou logement dans une structure (13,8 %). Plus rarement, les instances motivent leurs décisions par l'indécence ou la sur-occupation d'un logement (10,9 %) ou son caractère impropre à l'habitation (2,7 %).

Ces motifs varient néanmoins sensiblement d'un département à l'autre. En Eure-et-Loir, le premier critère correspond aux ménages dépourvus de logement (40,3 %). Dans le Loiret, le premier critère est le délai anormalement long (23,6 %) suivi de près par les dépourvus de logements (22 %). Dans l'Indre-et-Loire, le critère des délais trop longs suivi de celui des dépourvus de logements représentent 64,2 %. Dans le Cher, le critère des menacés d'expulsions est à 39,1 %. Et dans l'Indre, sur six motifs, deux concernaient les dépourvus de logements et deux autres les menacés d'expulsions.

Motifs retenus et acceptés par les commissions de médiation



Source : DHUP-DREAL Centre-Val de Loire – InfoDALo

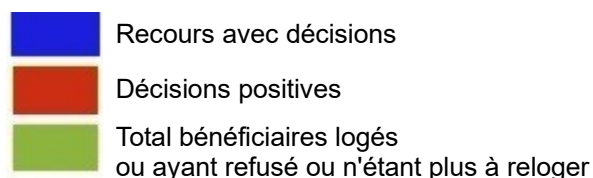
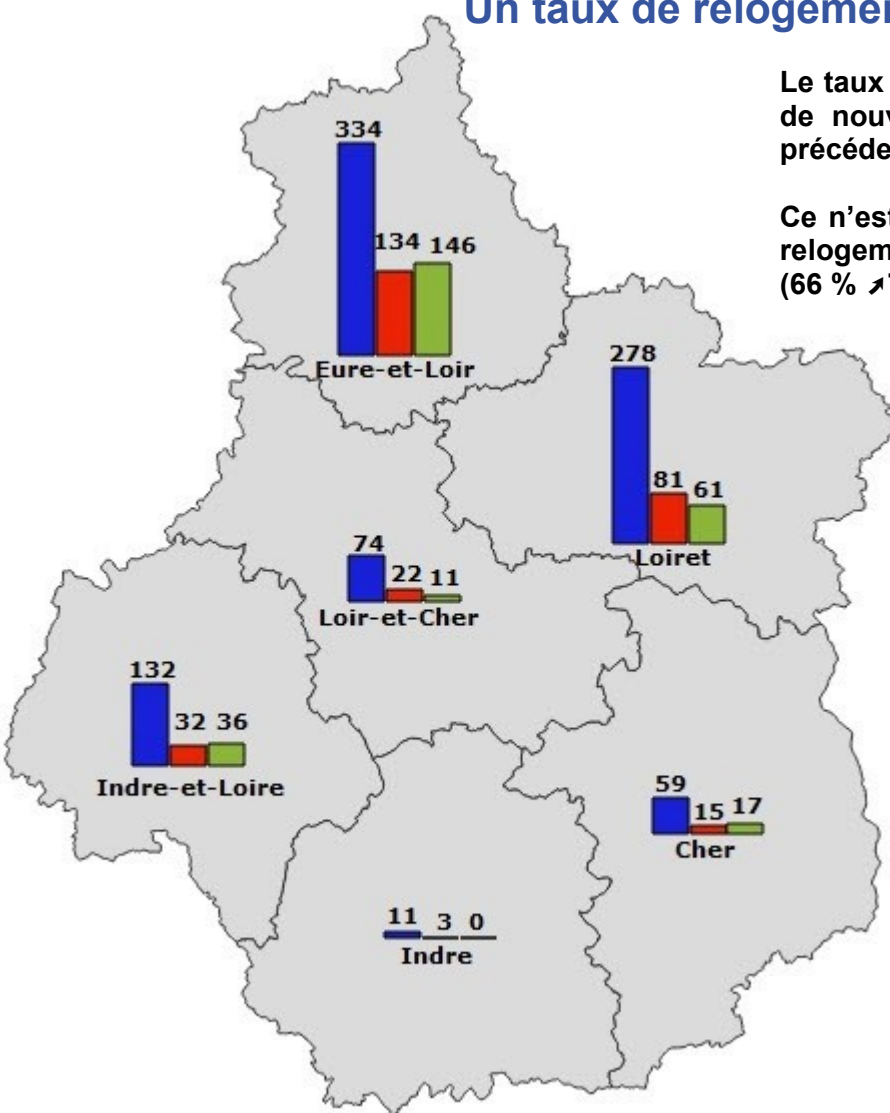
Un taux de relogement de 94 %

Le taux de relogement en région Centre-Val de Loire, de nouveau, est en hausse par rapport à l'année précédente (75% ↗86% ↗94 %).

Ce n'est pas le cas au niveau national où le taux de relogement est, cette année, en légère baisse (66 % ↗74 % ↘72 %).

Ainsi, pour les 287 ménages (en rouge sur la carte) dont le relogement a été reconnu comme prioritaire et urgent, une solution a été trouvée dans 270 cas (en vert) par les services de l'État en lien avec les bailleurs.

Considérant ces 287 décisions positives, sur 888 décisions prononcées par les commissions de médiation (en bleu), le taux d'acceptation des recours est de 32 % (contre 37 % en 2020).



Le rôle de la commission de médiation

Elle désigne les demandeurs qu'elle reconnaît comme prioritaires et auxquels un logement doit être attribué en urgence. Pour chaque demandeur, elle détermine les caractéristiques du logement en tenant compte de ses besoins (nombre d'enfants, lieu de travail,...) et de ses capacités (notamment de ses revenus). Elle transmet les dossiers au préfet ou à la préfète à qui il revient de satisfaire le besoin ainsi reconnu. Elle peut proposer qu'un accompagnement social soit suggéré (mais non imposé).

Elle peut aussi estimer qu'une offre de logement classique n'est pas adaptée à la situation du demandeur et qu'un accueil dans une structure d'hébergement doit lui être proposé. Elle en informe le préfet ou la préfète qui doit satisfaire le besoin d'hébergement dans les six semaines.

Enfin, elle peut aussi juger la demande non prioritaire compte tenu des éléments du dossier. Dans ce cas, elle oriente le demandeur vers un dispositif susceptible de l'aider. La décision de la commission est transmise au préfet ou à la préfète et est notifiée au demandeur par écrit. Si elle ne satisfait pas le demandeur, celui-ci peut demander à la commission de reconsidérer sa décision (recours « gracieux ») ou contester sa décision en s'adressant directement au tribunal administratif dans le délai de deux mois (recours contentieux).

Pour en savoir plus sur le DALO :

<http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/le-droit-au-logement-opposable-dalo>

Bilans régionaux DALO antérieurs :

<https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/le-dalo-en-region-centre-val-de-loire-r620.html>

**Ministère de la Transition écologique
et de la Cohésion des territoires
Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Centre-Val de Loire**

5, avenue Buffon – CS 96407
45064 ORLÉANS Cedex 2
Téléphone : 02 36 17 41 41
Télécopie : 02 36 17 41 01

www.centre.developpement-durable.gouv.fr



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*